

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

6 MARS 1984

PROJET DE LOI

portant mesures d'harmonisation
dans les régimes de pension

AMENDEMENTS
PRESENTES PAR MM. DESAEYERE ET MEYNTJENS

Article 1¹ (nouveau).

Sous un nouveau « Titre 1¹ — Pensions de retraite », insérer un nouvel article 1¹, libellé comme suit :

« Article 1¹. — § 1. A partir du 1^{er} janvier 1985, les pensions du secteur public seront calculées en deux quotités : une quotité publique et une quotité privée, la première étant calculée sur la base de la méthode appliquée à ce moment dans le secteur public et la seconde l'étant sur la base de la méthode appliquée à ce moment pour les travailleurs du secteur privé. Ces deux quotités seront affectées de coefficients de pondération égaux respectivement à autant de quarante-cinquièmes, pour les hommes, et à autant de quarantièmes, pour les femmes, qu'il y a d'années prestées après 1983 en ce qui concerne le coefficient de pondération privé et qu'il est nécessaire pour réaliser le complément à concurrence de l'une d'elles en ce qui concerne le coefficient de pondération public.

» § 2. A titre de compensation, les traitements du secteur public seront majorés de 0,05% ».

JUSTIFICATION

A. Justification relative aux paragraphes.

§ 1. Pour chaque fonctionnaire mis à la retraite, il faut donc effectuer tout d'abord un double calcul. D'une part, on calcule ce qu'aurait été le montant de sa pension P^P en cas d'application de la législation en vigueur actuellement; d'autre part, on calcule quel serait le montant de la pension privée P^R si cette personne avait travaillé dans le secteur privé. La pension définitive P pour les hommes est alors calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{t-1983}{45} P^R + \frac{45-t+1983}{45} P^P,$$

t représentant l'année de la mise à la retraite. En ce qui concerne les femmes, il suffit de remplacer 45 par 40 dans la formule.

Voir :

855 (1983-1984) :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N°s 2 et 3 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

6 MAART 1984

WETSONTWERP

houdende maatregelen tot harmonisering
in de pensioenregelingen

AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR DE HEREN DESAEYERE EN MEYNTJENS

Artikel 1¹ (nieuw).

Onder een nieuwe « Titel 1¹ — Rustpensioenen », een nieuw artikel 1¹ invoegen, luidend als volgt :

« Artikel 1¹. — § 1. Het overheidspensioen zal vanaf 1 januari 1985 worden berekend in twee gedeelten, een publiek- en een privaat gedeelte waarbij het publiek gedeelte zal worden berekend op basis van de op dat ogenblik gebruikelijke methode bij de overheid en het privaat gedeelte op basis van de op dat ogenblik gebruikelijke methode voor de private werknemers. Aan deze twee gedeelten zullen wegingscoëfficiënten worden toegekend gelijk aan respectievelijk zoveel vijfenvetigsten voor de mannen en veertigsten voor de vrouwen als het aantal jaren na 1983 voor wat betreft de private wegingscoëfficiënt en het complement tot één hiervan voor wat betreft de publieke wegingscoëfficiënt.

» § 2. Ter compensering worden de wedden bij de overheid met 0,05% verhoogd ».

VERANTWOORDING

A. Bij de paragrafen.

§ 1. Voor elke op rust gestelde overheidsambtenaar dient dus op de eerste plaats een dubbele berekening te worden uitgevoerd. Enerzijds berekent men wat het publiek rustpensioen P^O zou geweest zijn bij de huidige van kracht zijnde wetgeving, anderzijds berekent men wat het privaat pensioen P^R zou bedragen hebben moest deze persoon in de private sector gewerkt hebben. Het uiteindelijke pensioen P voor de mannen wordt dan als volgt berekend :

$$P = \frac{t-1983}{45} P^R + \frac{45-t+1983}{45} P^O,$$

waarbij t het jaar van de pensionering voorstelt. Voor wat betreft de vrouwen volstaat het 45 door 40 te vervangen.

Zie :

855 (1983-1984) :

- Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

§ 2. Ainsi qu'il est démontré dans la note de travail (voir annexe), cette majoration de traitement limitée appliquée durant toute la durée de la carrière suffit pour maintenir constant le revenu correspondant à la totalité du cycle de vie. Dans les premières années postérieures à 1983, cette majoration n'aura évidemment eu d'effet que pendant quelques années. D'où la nécessité de prévoir une longue période transitoire, ce qui engendre un système hybride.

B. Justification générale.

1. Le système proposé instaure donc une période transitoire extrêmement longue (45 ans). En effet, à partir de 2028, la deuxième fraction est égale à 0 et l'on doit laisser tomber le deuxième terme. A partir de ce moment, l'harmonisation complète est réalisée pour ce qui est de la carrière et, à cet égard, il n'y a plus de différence entre les pensions du secteur privé et celles du secteur public. Cette très longue période transitoire ne constitue cependant pas une innovation unique en son genre, puisque l'article 127 instaure précisément un système hybride identique. Notre proposition vise donc à réaliser, à la fois pour les travailleurs indépendants et pour les fonctionnaires, l'harmonisation en ce domaine, pour la même date limite, à savoir l'année 2028. Evidemment, il convient d'observer que, du fait de la différence quant au montant des cotisations, des écarts subsisteront néanmoins (cf. art. 127, § 2, 3^o) en ce qui concerne par exemple les indépendants.

2. Le présent amendement abandonne le principe du traitement différé, qui doit sans conteste être considéré comme un anachronisme; il constitue par conséquent un premier pas vers la généralisation du principe de la proportionnalité des cotisations et de la pension (¹). Ce premier pas se limite toutefois à instaurer la proportionnalité de la pension et du traitement afférente à toute la durée de la carrière. La liaison actuelle au traitement des 5 dernières années seulement empêche de mener une saine politique du personnel, freine les efforts des fonctionnaires et entrave dans une large mesure leur mobilité. Tout le monde reconnaît « verbalement » qu'il faut franchir au moins cette première étape, mais la volonté politique que suppose cette réforme fait manifestement défaut. La Volksunie est prête à prendre ce risque.

La réalisation de la seconde étape, à savoir l'instauration de la proportionnalité entre les pensions, est beaucoup plus malaisée, étant donné que des montants beaucoup plus importants sont en jeu, ce qui, compte tenu de notre principe de compensation, pourrait entraîner des difficultés de financement. On ne pourra cependant réaliser cette seconde étape que si la première a été franchie, aussi est-il indispensable de mettre en œuvre les mesures contenues dans le présent amendement si l'on veut parvenir réellement à une harmonisation.

Art. 4.

A. — En ordre principal:

Remplacer les deux premières phrases, ainsi que la troisième phrase jusqu'aux mots « du traitement moyen précité » par ce qui suit:

« La pension de survie est égale à 80 % de la pension de retraite calculée conformément à l'article 1¹ »,

et compléter cet article par les mots « A titre de compensation, les traitements du secteur public sont majorés de 0,015 % ».

JUSTIFICATION

Par analogie avec le calcul de la pension de retraite, il est procédé, dans ce cas également, à un alignement progressif — sur une période de 45 ans — sur le secteur privé, assorti d'une compensation salariale. Cette compensation ne représente que 30 % de celle prévue pour la pension de retraite, étant donné que les pensions de survie n'atteignent que 30 % des pensions de retraite. La pension de survie est ainsi liée à la pension de retraite, qui est elle-même calculée sur la base de dispositions transitoires.

B. — En ordre subsidiaire:

Remplacer la première phrase par ce qui suit:

« La pension de survie est calculée sur la base du traitement global afférent à toute la durée de la carrière du conjoint décédé »

et compléter cet article par les mots: « A titre de compensation, les traitements du secteur public sont majorés de 0,015 % ».

(¹) Il convient d'observer que notre proposition en tant que telle a, dans un certain sens, un effet « inversement proportionnel », puisque la majoration du traitement s'accompagne d'une réduction de la pension. Cela n'est cependant vrai que pour la période de transition qui fait suite à la décision; à plus long terme, la proportionnalité jouera directement, en ce sens que les personnes qui bénéficient d'un traitement plus élevé continueront à recevoir une pension plus importante.

§ 2. Deze beperkte weddeverhoging gedurende de ganse loopbaan volstaat om het levenscyclusinkomen constant te houden. In de eerste jaren na 1983 natuurlijk zal deze weddeverhoging slechts enkele jaren effect hebben gehad. Vandaar dat een lange overgangperiode zich opdringt met als gevolg een hybride systeem.

B. Algemeen.

1. Het voorgestelde systeem voert inderdaad een uiterst lange overgangperiode in, met name van 45 jaar. Inderdaad, vanaf 2028 wordt de tweede breuk gelijk aan nul en moet men de tweede term laten wegvallen. Vanaf dan is de volledige harmonisatie bereikt qua loopbaan en bestaat er geen onderscheid meer op dit vlak tussen de private en de publieke pensioenen. Deze lange duur qua overgangperiode vormt geen unicum vermits artikel 127 precies een identiek hybride systeem introduceert. Ons voorstel richt zich dus op het bereiken van de harmonisatie terzake niet alleen voor de zelfstandigen maar ook voor de ambtenaren tegen dezelfde limietdatum, namelijk 2028. Hierbij dient natuurlijk opgemerkt dat tengevolge van het verschil in bijdragen er nog wel degelijk discrepanties zullen blijven bestaan (zie artikel 127, § 2, 3^o) voor wat betreft de zelfstandigen bijvoorbeeld.

2. Dit amendement doorbreekt het principe van het uitgesteld loon dat duidelijk als een anachronisme moet bestempeld worden en vormt aldus een eerste stap in de richting van een veralgemening van het principe van de proportionaliteit tussen bijdragen en pensioen (¹). Deze eerste stap beperkt zich echter tot de proportionaliteit tussen het pensioen en de wedde gedurende de volledige loopbaan. De huidige koppeling enkel aan de wedde van de laatste 5 jaren staat immers een gezond personeelsbeleid in de weg, zwakt de inzet van de ambtenaar af en remt in belangrijke mate de mobiliteit. Iedereen is er « mondeling » over akkoord dat tenminste deze eerste stap moet gezet worden, maar blijkbaar ontbreekt de politieke moed. Welnu, de V.U. is bereid om dit risico te nemen.

Het zetten van de tweede stap, namelijk het invoeren van de proportionaliteit tussen pensioen en bijdragen, ligt veel moeilijker omdat het dan om veel grotere bedragen gaat wat in verband met ons compensatieprincipe tot financieringsmoeilijkheden zou kunnen leiden. Zonder deze eerste stap zal men echter nooit deze tweede stap kunnen zetten en vandaar dat dit amendement als onontbeerlijk moet beschouwd worden wil men werkelijk harmoniseren.

Art. 4.

A. — In hoofdde:

De eerste twee zinnen alsmede de aanhef van de derde zin tot het woord « wedde, » inbegrepen, vervangen door wat volgt:

« Het overlevingspensioen is gelijk aan 80 % van het rustpensioen berekend volgens artikel 1¹ »,

en dit artikel aanvullen met de woorden « Ter compensering worden de wedden bij de overheid met 0,015 % verhoogd ».

VERANTWOORDING

Naar analogie met de berekening van het rustpensioen wordt ook hier geleidelijk — over 45 jaar — een gelijkshakeling ingevoerd met de private sector, gekoppeld aan een looncompensatie. Deze compensatie is slechts 30 % van de rustpensioenen omdat de overlevingspensioenen slechts 30 % uitmaken van de rustpensioenen. Het overlevingspensioen wordt afhankelijk van het rustpensioen dat zelf volgens een overgangssysteem wordt berekend.

B. — In bijkomende orde:

De eerste zin vervangen door wat volgt:

« Het overlevingspensioen wordt berekend op grond van de volledige wedde gedurende de ganse loopbaan van de overleden echtgenoot »

en dit artikel aanvullen met de woorden: « Ter compensering worden de wedden bij de overheid met 0,015 % verhoogd ».

(¹) Merk op dat ons voorstel als zodanig in zekere zin « omgekeerd proportioneel » werkt in de zin dat de verhoging van de wedde gepaard gaat met een verlaging van het pensioen. Dit geldt echter slechts in de « beslissings-tijdsdimensie »; in de reële tijdsdimensie blijft het wel degelijk zo dat de proportionaliteit rechtstreeks geldt in de zin dat personen met een hogere wedde ook een groter pensioen zullen blijven krijgen.

JUSTIFICATION

Même si l'on rejette le principe de l'harmonisation quant à la carrière pour les pensions de retraite, il paraît souhaitable, en ce qui concerne les pensions de survie, de s'efforcer de parvenir à une harmonisation et de ne pas créer de différences supplémentaires.

Art. 61.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Art. 61. — *Le produit de la contribution personnelle prévue à l'article 60 est versé au Trésor public et est affecté au financement des pensions des personnes visées à l'article 59 et de leurs ayants droit, dont la charge est inscrite au budget des Pensions* ».

JUSTIFICATION

L'existence purement artificielle et fétichiste d'un fonds distinct pour les pensions du secteur public est une fiction que la Volksunie refuse de cautionner.

Le présent amendement reprend d'ailleurs le libellé du texte initial que le Gouvernement avait lui-même déposé au Sénat.

VERANTWOORDING

Zelfs bij een afwijzing van de harmonisatie qua loopbaan in het geval van de rustpensioenen lijkt het wenselijk voor wat betreft de overlevingspensioenen een harmonisatie na te streven en geen bijkomende discrepanties te introduceren.

Art. 61.

De tekst van het artikel vervangen door wat volgt :

« Art. 61. — *De opbrengst van de in artikel 60 bepaalde persoonlijke bijdrage wordt aan de Openbare Schatkist gestort en is bestemd voor de financiering van de pensioenen van de in artikel 59 bedoelde personen en van hun rechthebbenden waarvoor de last ingeschreven is in de begroting van Pensioenen* ».

VERANTWOORDING

Het louter artificieel en fetisjistisch bestaan van een afzonderlijk fonds voor de overheidspensioenen is een toneelvoorstelling waaraan de V.U. haar medewerking niet wil verlenen.

Dit amendement neemt de oorspronkelijke tekst over die door de Regering zelf aanvankelijk in de Senaat werd voorgesteld.

W. DESAEYERE.
O. MEYNTJENS.